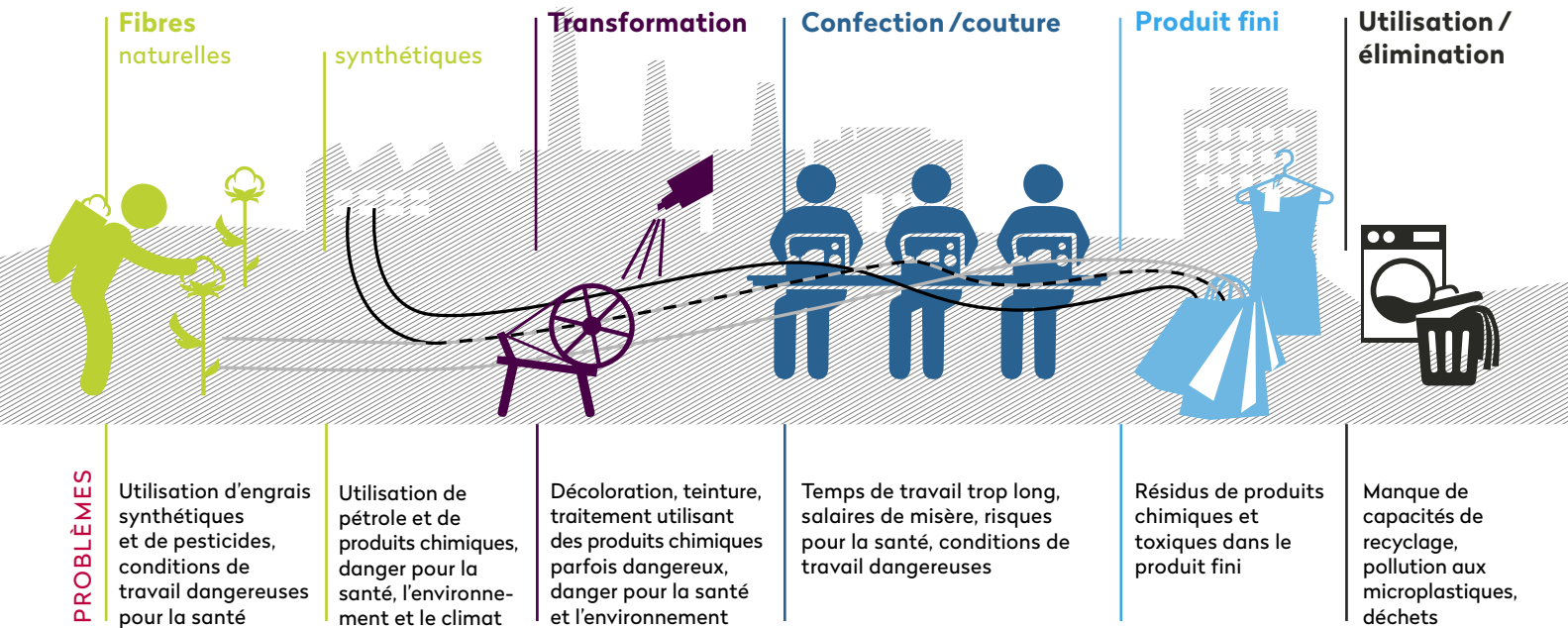




**Comment s'orienter dans
la jungle des labels ?**

Public Eye

Un aperçu de la chaîne de production



Labels, initiatives et certificats

1. LES LABELS ATTRIBUÉS À DES PRODUITS (parfois également désignés « labels de qualité ») sont généralement signalés sur le vêtement en question. En règle générale, ces labels ne prennent en compte que certains aspects, comme l'empreinte environnementale, l'origine des matières premières utilisées (coton bio, matériaux recyclés, etc.) ou l'absence de substances présentant des risques pour la santé. Selon les cas, les critères du label sont développés et contrôlés par l'entreprise elle-même ou par un organisme indépendant. La crédibilité d'un label portant sur un produit se mesure surtout à l'indépendance du processus d'obtention et de vérification, à la qualité et à la fréquence des contrôles ainsi qu'à la portée des normes sociales et environnementales appliquées. La Campagne Clean Clothes (ccc) estime que les labels d'entreprises sont généralement moins crédibles que ceux contrôlés par un organisme indépendant.

2. LES INITIATIVES DE VÉRIFICATION définissent des normes minimales pour la fabrication de vêtements et de textiles. Dans ce cas, ce ne sont pas des articles spécifiques qui sont certifiés : en adhérant à l'initiative, les entreprises s'engagent à mettre en œuvre des normes, règles et mesures claires pour tout leur assortiment.

Pour la ccc, les initiatives de vérification multipartites (au sein desquelles des syndicats, des ong et des entreprises collaborent) sont plus crédibles que les initiatives privées (entreprises uniquement), car ces dernières ne prennent pas (suffisamment) en compte les points de vue externes et manquent d'indépendance. Si adhérer à une initiative multipartite ne garantit pas d'exclure toute violation du droit du travail et des droits humains, les entreprises qui en sont membres disposent de meilleurs instruments pour identifier les problèmes et proposer des mesures appropriées.

3. LES CERTIFICATS attestent qu'un site de production, une usine par exemple, respecte certaines normes. L'usine assume généralement seule le travail et les coûts liés à la certification ; elle porte aussi la responsabilité du respect des normes sociales et environnementales. Les grandes marques ne sont donc pas suffisamment engagées dans ce processus. Les certificats, en particulier ceux qui sont valables plusieurs années, risquent par ailleurs de donner de fausses garanties, car la réalité des conditions de travail peut changer rapidement dans les usines, notamment sous l'influence d'une nouvelle direction.

Notre évaluation

1. LES CRITÈRES SUR LESQUELS SE BASE LE LABEL SONT-ILS EXHAUSTIFS ?

Pour la Campagne Clean Clothes (CCC), les conventions fondamentales de l'OIT (interdiction du travail forcé et des enfants, interdiction de la discrimination, liberté syndicale et droit à des négociations collectives) font partie des critères sociaux essentiels, tout comme le droit à un salaire vital, à la protection de la santé, à la sécurité au travail, à des relations d'emploi formelles (contrats de travail) et l'interdiction du temps de travail excessif. Parmi les principaux critères écologiques figurent notamment l'interdiction des organismes génétiquement modifiés (OGM), la réduction des pesticides, l'utilisation raisonnée des ressources lors du processus de production et la priorité donnée au coton bio.

2. COMMENT LES CRITÈRES FIXÉS SONT-ILS RESPECTÉS ET CONTRÔLÉS ?

La crédibilité d'un label dépend aussi de la vérification du respect des critères établis. Concernant les méthodes de vérification, les éléments suivants sont centraux : fréquence des contrôles, indépendance de l'organisme qui les réalise, transparence, intégration et participation des différentes parties prenantes.



ATTENTION : « GREENWASHING » !

Le « greenwashing » est l'utilisation abusive de l'argument environnemental et social dans la publicité afin de se donner une image responsable. Des marques comme H&M et Zara, par exemple, ont lancé des collections présentées comme « durables » (« H&M Conscious » ou « Zara Join Life »), alors qu'elles ne répondent pas à des critères stricts, ne garantissent pas le versement d'un salaire vital aux couturières, ou ne sont pas soumises à des contrôles indépendants. En résumé : 10 % de responsabilité, 90 % de publicité. Les enseignes de la mode en profitent pour améliorer leur image, sans remettre en question leur modèle d'affaires.

Ne pas se fier uniquement aux labels

L'industrie textile est caractérisée par des chaînes d'approvisionnement très complexes. Aujourd'hui, il n'existe aucun label pouvant garantir, de manière crédible et complète, la durabilité sociale et environnementale sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement d'un vêtement. Les labels peuvent toutefois aider à faire des choix, à condition de connaître les critères appliqués et les méthodes de contrôle.

Nos habitudes de consommation ont une influence, mais elles ne pourront pas révolutionner à elles seules l'industrie de la mode. Vous pouvez agir à plusieurs niveaux pour initier des changements :

S'engager pour une mode éthique : participez aux débats politiques, fréquentez les vide-dressing, soutenez les actions militantes ou organisez vous-même un événement de ce type dans votre ville!

« Je décide ce que je consomme » : à vous de décider de quoi vous avez vraiment besoin et à quelle fréquence vous achetez des vêtements, en ayant conscience des enjeux de la (sur)consommation.

Échanger, prêter, offrir : doit-on vraiment toujours porter du neuf?

Prendre soin de ses vêtements : porter ses habits longtemps et en prendre soin, c'est une règle d'or. Les textiles ne sont pas des produits jetables!

Pour en savoir plus et passer à l'action : publiceye.ch/vetements

LES LABELS, GAGES D'ÉTHIQUE ?

Dans l'ensemble, le bilan des labels, certificats et initiatives volontaires est décevant : des initiatives ambitieuses s'enferment dans des niches, tandis que d'autres ne parviennent même pas à mettre en œuvre des standards pourtant peu ambitieux. Face à des défis de taille, les initiatives volontaires et les labels ne suffisent pas. Dans les usines, les syndicats doivent être renforcés : ils ont un rôle déterminant à jouer pour améliorer les conditions de travail et contrôler que les droits des travailleurs et travailleuses sont respectés. Par ailleurs, les autorités politiques ne peuvent plus miser uniquement sur l'auto-régulation de l'industrie : pour garantir des pratiques commerciales respectueuses des êtres humains et de l'environnement, il faut imposer à tous les acteurs du secteur des règles contraignantes et des objectifs clairs.

Les labels et leurs limites

L'industrie textile est caractérisée par des chaînes d'approvisionnement très complexes. Aujourd'hui, il n'existe aucun label pouvant garantir, de manière crédible et complète, la durabilité sociale et environnementale sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement d'un vêtement. Les labels aident toutefois les consommateurs et les consommatrices à faire leurs choix, à condition de connaître les critères appliqués et les méthodes de contrôle.

Amfori BSCI

Initiative privée visant à améliorer les normes sociales chez les fournisseurs

Critères sociaux : conventions fondamentales de l'OIT et autres standards pertinents, pas d'obligation de verser un salaire vital

Critères écologiques : pas au centre

Transparence : rapports de vérification et liste des fournisseurs examinés non publiés



Notre évaluation : pour Amfori BSCI, la responsabilité de la mise en œuvre de normes fondamentales repose principalement sur les fournisseurs. La politique de prix et les pratiques d'achat des donneurs d'ordres ne sont pas ou peu prises en compte. Les ONG et les syndicats ne participent pas aux prises de décision sur un pied d'égalité. Les acteurs locaux ne sont pas assez impliqués. Pour les contrôles, Amfori BSCI se repose principalement sur des audits commerciaux – qui reflètent souvent mal la réalité dans les usines.

Better Cotton Initiative (BCI)

Initiative dotée de son propre label visant à améliorer la production conventionnelle de coton

Critères sociaux : standards en lien avec les normes fondamentales du travail de l'OIT, meilleure sécurité au travail, pas d'obligation de verser un salaire vital

Critères écologiques : réduction des conséquences négatives des pesticides, utilisation raisonnée de l'eau et des sols

Transparence : rapports agrégés sur les progrès dans les pays producteurs, rapports de vérification et liste des producteurs certifiés BCI non publiés



Notre évaluation : le coton BCI représente un progrès par rapport à la production conventionnelle. Il ne s'agit cependant pas d'agriculture biologique; les semences génétiquement modifiées et les pesticides sont autorisés. Aucun supplément de prix n'est versé pour le coton BCI. Le respect des standards est principalement évalué par les producteurs eux-mêmes, et vérifié par des partenaires locaux de BCI. Des contrôles ponctuels et aléatoires sont effectués par des auditeurs externes.

Biore

Label produit de la Fondation bioRe

Notre évaluation : la Fondation bioRe mène ses propres

Sustainable Textiles



Critères sociaux : standards en lien avec les normes fondamentales du travail de l'OIT, les producteurs de coton obtiennent une garantie d'achat, des prix minimaux et une prime bio. Le label exige le versement d'un salaire vital dans les sites de confection principaux (obligation de certification SA8000) mais pas pour tous les sous-traitants

Critères écologiques : coton bio, interdiction des OGM, production économe en ressources, compensation de CO₂, interdiction des produits chimiques toxiques

Transparence : la chaîne de production peut être tracée jusqu'à la région où le coton bio est cultivé à l'aide d'un code sur le produit. Les rapports de vérification ne sont pas publiés

projets de certification des semences bio et de la culture de coton bio en Inde et en Tanzanie. Une part importante de la transformation est réalisée par des entreprises certifiées SA8000. Un salaire vital n'est toutefois pas encore versé sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Jusqu'à présent, bioRe est quasiment un label d'entreprise car il ne peut actuellement être utilisé que par Remei AG en sa qualité de détenteur de licence exclusif. Remei fabrique également des produits bioRe pour Naturaline de Coop.

Bluesign



Certificat environnemental et label pour la production et la transformation de divers types de fibres

Critères sociaux : santé et sécurité au travail, en particulier lors de l'utilisation de produits chimiques. Pour les autres standards, référence aux conventions fondamentales du travail de l'OIT. Référence toutefois à d'autres initiatives pour la mise en œuvre concrète

Critères écologiques : interdiction de certains produits chimiques nocifs pour la santé et l'environnement, production économe en ressources, contrôle des émissions dans l'eau et dans l'air

Transparence : liste publique des partenaires système (marques et fabricants). Les évaluations d'entreprises ne sont pas publiées

Notre évaluation : Bluesign vise à limiter les impacts néfastes sur l'environnement et les êtres humains. Bluesign définit et contrôle des exigences élevées en matière d'écologie et de sécurité au travail pour les matières premières et produits chimiques utilisés ainsi que pour les processus de fabrication. Bluesign porte sur les fibres synthétiques et naturelles ; les semences OGM sont autorisées.

Cotton made in Africa (CmiA)



Initiative et label produit visant à améliorer la culture conventionnelle artisanale de coton

Critères sociaux : conventions fondamentales de l'OIT et autres standards pertinents, pas d'obligation de verser un salaire vital

Critères écologiques : interdiction des OGM, utilisation raisonnée de l'eau et des sols, utilisation contrôlée des produits chimiques agricoles et des pesticides, interdiction des pesticides les plus nocifs pour la santé

Transparence : publication d'un rapport de vérification agrégé sur la mise en œuvre des standards par les petits producteurs de coton

Notre évaluation : la production de coton conforme aux normes CmiA permet une amélioration par rapport à l'agriculture conventionnelle. Il ne s'agit toutefois pas d'une agriculture biologique et l'utilisation de pesticides est autorisée, sauf pour le label spécial Cotton made in Africa Organic (CmiA-Organic). Le respect des directives CmiA est évalué par les petits producteurs et contrôlé dans le cadre d'une vérification indépendante.

Cradle to Cradle Certified

Label produit du Cradle to Cradle Products Innovation Institute qui œuvre à la promotion de l'économie circulaire

Notre évaluation : le label Cradle to Cradle est attribué selon cinq niveaux, de « Basic » à « Platinum ». Le premier niveau exclut de nombreux critères et seule une partie des matériaux



Critères sociaux : pas au centre. Les entreprises doivent uniquement s'autocontrôler ; un audit externe des usines ne doit être mandaté que pour les niveaux les plus élevés. Pas d'obligation de verser un salaire vital

Critères écologiques : utilisation de processus respectueux de l'environnement et de matériaux recyclés ou biodégradables

Transparence : la base de données des produits Cradle to Cradle et des divers niveaux de label, ainsi que les rapports de certification ne sont pas publiés

Ethical Trading Initiative (ETI)



Initiative multipartite pour la mise en œuvre de standards sociaux chez les fournisseurs

Critères sociaux : conventions fondamentales de l'OIT et autres standards pertinents, obligation de verser un salaire vital, sans toutefois préciser si le salaire doit couvrir les besoins d'une ou de plusieurs personnes

Critères écologiques : pas au centre

Transparence : l'ETI ne publie pas de rapports d'activité des entreprises membres ni de rapports sur celles-ci. Il est impossible de savoir dans quelle mesure les standards d'ETI sont effectivement appliqués par les entreprises

utilisés doit être négocié, mais les entreprises peuvent déjà arborer le label. Pour les plus hauts niveaux, « Gold » et « Platinum », l'exigence de recyclabilité des produits est élevée, mais les critères sociaux et leur contrôle restent relativement faibles.

Notre évaluation : l'ETI est avant tout une plateforme d'apprentissage. Les entreprises membres s'engagent par principe à respecter le code de conduite de l'ETI mais les contrôles ne sont pas systématiques. Le versement d'un salaire vital, par exemple, n'est pas encore garanti dans la plupart des cas. L'ETI n'effectue aucun contrôle ni vérification elle-même. L'ETI propose des formations continues pour permettre des améliorations constantes dans les usines.

Fair Labor Association (FLA)



Initiative multipartite pour l'amélioration des conditions de travail chez les fournisseurs

Critères sociaux : conventions fondamentales de l'OIT et autres standards pertinents, formulation vague d'une obligation de verser un salaire vital

Critères écologiques : pas au centre

Transparence : publication des rapports d'audit FLA de quelques usines de fournisseurs des entreprises membres. La FLA n'examine toutefois qu'une petite partie des fournisseurs

Notre évaluation : la FLA effectue des vérifications ponctuelles et aléatoires chez les fournisseurs et publie les résultats. Elle va ainsi plus loin que la plupart des autres initiatives. La FLA demande aux entreprises membres de récolter des données salariales et de publier des plans de mise en œuvre du salaire vital, mais elle ne donne pas de délais clairs pour le faire. L'indépendance de la FLA a cependant été souvent remise en cause ces dernières années car elle est dominée par de grandes entreprises, et les syndicats, en signe de protestation, ont choisi de ne plus collaborer.

Fairtrade Cotton



Label produit pour la production de coton (souvent accompagné en Suisse de la mention « Max Havelaar »)

Critères sociaux : conventions fondamentales de l'OIT, normes du commerce équitable, prix minimum et primes sociales, pas d'obligation de verser un salaire vital

Critères écologiques : interdiction des OGM, production économe en ressources, interdiction de pesticides dangereux, promotion de la culture de coton bio à l'aide de primes

Notre évaluation : le label est donné à du coton produit et négocié conformément aux principes du commerce équitable. Il impose des règles strictes en matière de traçabilité ainsi que certains critères liés au respect des droits fondamentaux du travail tout au long de la chaîne de production, mais il ne garantit pas qu'un vêtement ait également été confectionné de façon « équitable ». Le label sur fond noir atteste que les vêtements finis contiennent du coton issu du commerce équitable (avec la garantie de conditions de travail justes dans



Transparence : la base de données de Fairtrade montre les entreprises certifiées, rapports de vérification non publiés

la culture du coton). Attention : dans le cas du même label sur fond blanc, une partie de la traçabilité n'est pas incluse au niveau du produit. L'entreprise achète une quantité convenue de coton issu du commerce équitable, mais elle peut le mélanger avec des fibres non Fairtrade.

Fairtrade Textile Production

Label produit pour la confection des textiles

Critères sociaux : conventions fondamentales de l'OIT et autres standards pertinents, obligation de verser un salaire vital avec un délai de transition

Critères écologiques : utilisation contrôlée de pesticides, interdiction des substances nuisibles à la santé, contrôle des émissions dans l'eau et dans l'air, production économe en ressources

Transparence : la base de données de Fairtrade montre les entreprises certifiées, rapports de vérification non publiés

Notre évaluation : le standard Fairtrade Textile sur lequel ce label repose vise à améliorer les conditions de travail dans la fabrication des textiles. Outre le coton issu du commerce équitable, d'autres fibres certifiées sont également autorisées comme matières premières. Une période de transition de six ans est accordée aux entreprises pour mettre en œuvre le versement d'un salaire vital. Pendant cette période, les produits peuvent déjà arborer le label ; les détails sur la procédure de mise en œuvre doivent être indiqués à côté du label.



Fair Wear Foundation

Initiative multipartite pour l'amélioration des conditions de travail chez les fournisseurs

Critères sociaux : conventions fondamentales de l'OIT et autres standards pertinents, obligation de verser un salaire vital

Critères écologiques : pas au centre

Autres critères : les entreprises doivent analyser les risques de violation des droits humains sur leur chaîne d'approvisionnement, notamment concernant leurs pratiques d'achat, et elles doivent prendre des mesures pour les réduire

Transparence : publication de rapports d'entreprises annuels sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des exigences et sur les réclamations. La liste des fabricants n'est publiée que partiellement

Notre évaluation : Fair Wear exige le respect de standards sociaux élevés et adopte une approche complète pour améliorer les conditions sociales dans les usines de confection. Fair Wear examine les fabricants et les pratiques d'achat des entreprises. Elle exige en principe le versement d'un salaire vital et mesure les progrès effectués. Le versement systématique d'un salaire vital dans les usines des entreprises membres n'est toutefois pas encore garanti.



Global Organic Textile Standard (GOTS)

Label produit pour la production et la transformation de fibres naturelles

Critères sociaux : conventions fondamentales de l'OIT et autres standards pertinents, recommandation, sans obligation, de verser un salaire vital, et sans préciser si le salaire doit couvrir les besoins de base d'une ou de plusieurs personnes

Critères écologiques : interdiction des OGM, au moins 70 % de fibres bio (au moins 95 % pour les mentions « Bio » ou « Organic »), production économe en ressources, limitation des colorants et ressources autorisés

Notre évaluation : GOTS propose un standard élevé sur le plan écologique. Il serait impératif de garantir une meilleure participation de syndicats locaux et d'autres acteurs pour une vérification crédible du respect des critères sociaux. Le standard impose aux entreprises d'analyser l'écart entre les salaires versés et le niveau du salaire vital, mais sans leur imposer de prendre des mesures pour y remédier.



Grüner Knopf

Label produit pour les textiles du ministère allemand de la Coopération et du Développement

Critères sociaux : conventions fondamentales de l'OIT et normes de sécurité au travail, pas d'obligation de verser un salaire vital

Critères écologiques : interdiction ou limitation des produits chimiques toxiques et métaux lourds, limitation des eaux usées rejetées, interdiction des pesticides extrêmement dangereux, contrôle des émissions de gaz à effet de serre

Autres critères : les entreprises doivent prouver et communiquer qu'elles analysent les risques de violation de droits humains et de dégâts environnementaux sur leurs chaînes d'approvisionnement, et qu'elles prennent des mesures pour les empêcher ou les réduire

Transparence : liste publique des entreprises certifiées, rapports de vérification non publiés

Notre évaluation : Le Grüner Knopf sur un produit ne garantit pas le versement d'un salaire vital. Il s'agit d'un méta-label : différents certificats et labels sont accordés à des tiers selon des critères sociaux et écologiques, ce qui entraîne un risque de confusion sur des différences importantes. En cas de production dans l'UE, les critères sociaux sont automatiquement considérés comme respectés, alors que des violations du droit du travail y sont aussi perpétrées. Les entreprises sont également tenues de prendre des mesures pour protéger les droits humains et l'environnement sur leurs chaînes d'approvisionnement, ce qui est une bonne chose mais, dans la pratique, cela n'est pas appliqué de façon systématique.



Naturtextil IVN Zertifiziert Best

Label produit pour la production et la transformation de fibres naturelles

Critères sociaux : conventions fondamentales de l'OIT et autres standards pertinents, pas d'obligation claire de verser un salaire vital, et sans préciser si le salaire doit couvrir les besoins de base d'une ou de plusieurs personnes

Critères écologiques : exigences écologiques strictes, les fibres doivent être issues d'une agriculture entièrement biologique, interdiction des OGM, interdiction de nombreux colorants et autres produits chimiques nocifs pour l'environnement

Transparence : liste publique des entreprises certifiées, rapports de vérification non publiés

Notre évaluation : Naturtextil certifié IVN Best applique un standard écologique très élevé. Les critères sociaux ne sont pas centraux, des mesures concrètes ne sont pas imposées pour atteindre le salaire vital. Des inspections ont lieu chaque année. Il serait impératif de garantir une participation systématique de syndicats et autres organisations locales pour une vérification crédible du respect des critères sociaux.



Oeko-Tex: Made in Green

Label produit pour des textiles ne présentant aucun risque pour la santé et fabriqués dans des usines certifiées (d'après le standard STeP by Oeko-Tex)

Critères sociaux : conventions fondamentales de l'OIT et autres standards pertinents, exigences de sécurité au travail, pas d'obligation de verser un salaire vital

Notre évaluation : Made in Green permet la traçabilité des textiles jusqu'au site de production, sans toutefois indiquer d'informations pertinentes sur les conditions de travail en vigueur sur le site. La certification intégrée STeP combine des critères écologiques et sociaux, mais reste faible sur des aspects importants (salaires). La responsabilité de la mise en œuvre repose sur les entreprises de production. Le

Critères écologiques : processus de production respectueux de l'environnement, limitation des eaux usées rejetées et des émissions, interdiction et limitation de certains produits chimiques nocifs pour l'environnement et la santé

Autres critères : respect du Standard 100 d'Oeko-Tex (voir ci-dessous)

Transparence : base de données publique des entreprises certifiées, traçabilité des produits jusqu'au site de fabrication, rapports de durabilité non publiés



Oeko-Tex: Standard 100

Label produit pour des textiles ne présentant aucun risque pour la santé

Critères sociaux : pas au centre

Critères écologiques : aucun

Autres critères : exclusion ou limitation de matériaux cancérigènes, allergènes ou présentant d'autres risques pour la santé, limitation de l'utilisation de produits bioactifs ou ignifuges

Transparence : base de données publique des produits et entreprises certifiés, rapports de vérification non publiés



Organic 100 Content Standard (OCS)



Label pour des produits composés de matières premières issues de l'agriculture biologique

Critères sociaux : aucun

Critères écologiques : utilisation d'au moins 95 % de fibres issues de l'agriculture biologique

Transparence : liste publique des entreprises certifiées, rapports de vérification non publiés

SA8000



Système de certification des fournisseurs de Social Accountability International (SAI)

Critères sociaux : conventions fondamentales de l'OIT et autres standards pertinents, obligation de verser un salaire vital, autorise cependant un délai de mise en œuvre de deux ans après la certification

Critères écologiques : pas au centre

Transparence : liste publique des entreprises certifiées, rapports de vérification non publiés

paiement par les fournisseurs de prix justes et équitables – condition importante pour permettre le versement d'un salaire vital et de bonnes conditions de travail – n'est pas contrôlé.

Notre évaluation : le Standard 100 se concentre exclusivement sur l'absence de produits toxiques dans le produit final.

Notre évaluation : le label porte uniquement sur les matières premières (fibres) ; les procédés de production et les conditions de travail ne sont pas pris en considération. Attention : avec le label « Organic Blended Content Standard », seule une petite partie des fibres doivent être issues de l'agriculture biologique.

Notre évaluation : SA8000 est un système aux standards élevés. Le certificat concerne un site de fabrication, et non toute une chaîne d'approvisionnement. La responsabilité et les coûts liés au respect des impératifs sociaux reposent sur l'usine. Les syndicats, ONG et acteurs locaux ne sont pas suffisamment impliqués dans la mise en œuvre sur le terrain. Le certificat SA8000 ne prend pas en compte les pratiques des marques (notamment en ce qui concerne la structure de prix et les délais de production), lesquelles peuvent avoir des conséquences négatives sur le temps de travail et le salaire. C'est pourquoi ce certificat ne permet pas de résoudre les problèmes fondamentaux.



Public Eye, c'est le regard que chacun et chacune d'entre nous porte sur les injustices, avec la volonté commune d'agir ici, en Suisse, pour un monde plus juste. Nous dévoilons les méfaits commis à l'encontre des populations défavorisées et faisons entendre notre voix pour une Suisse responsable et solidaire. Au nom de nos quelque 26 000 membres, mais également avec eux, nous luttons pour que les entreprises respectent les droits humains et l'environnement partout dans le monde.

**Agir ici pour
un monde plus juste.**

**Faire un don
via TWINT**



Scanner le code QR avec
l'application TWINT,
confirmer le montant
et valider le don

Engagez-vous à nos côtés
pour un monde plus juste
publiceye.ch

Public Eye



JE SOUHAITE EN SAVOIR PLUS

- Je commande ___ exemplaire(s) de ce dépliant
- Je commande ___ exemplaire(s) du dépliant « La face cachée d'un T-shirt »
- J'aimerais en savoir plus sur le travail de Public Eye et commande les trois prochains numéros de son magazine à l'essai (gratuit).

JE VEUX M'ENGAGER POUR UN MONDE PLUS JUSTE

- En tant que membre de Public Eye (dès 75 fr. par an)
- En tant que jeune membre (en formation et/ou de moins de 27 ans, 30 fr. par an)
- En tant que bénévole dans un groupe régional de Public Eye (veuillez me contacter)

M^{me} M. Neutre

Prénom

Nom

Rue | N°

Code postal | Ville

E-mail

Tél.



GAS/ECR/ICR

nicht frankieren
ne pas affranchir
non affrancare

50167757
000001

B



DIE POST 

Public Eye

Av. Charles-Dickens 4

1006 Lausanne